

va cesser de se préoccuper de diverses questions de style comme le bilinguisme et le biculturalisme, la constitution, et se consacrer aux besoins et aux questions qui préoccupent vraiment la population? Le logement insuffisant, l'emploi et la lutte contre l'inflation actuellement tournent en dérision notre concept de la légalité. Il est temps que nous passions notre été à débattre ces questions plutôt qu'une règle de bâillon comme la règle 75c.

Tout le monde sait que le gouvernement ne veut pas présenter de mesures pour combattre le chômage et l'inflation; je ne crois pas qu'il le veuille. Malgré la leçon du Manitoba, le gouvernement continue de dédaigner ce que les Canadiens essaient de lui dire. J'aimerais citer un article de Peter Regenstreif paru dans le numéro du 23 juin du *Daily Star* de Toronto:

Le bilinguisme ou «la constitution» n'importent peu à la grande majorité des Canadiens. Prenez un groupe de votants représentatif de la nation: «Quels seront d'après vous les problèmes cruciaux que le gouvernement devrait régler? Et vous obtenez les réponses suivantes: les impôts élevés, la cherté de la vie, l'habitation, le chômage. Posez la même question aux principaux responsables de l'administration publique, de l'industrie, des communications et aux couches cultivées, en d'autres termes, aux élites, et la réponse la plus fréquente concerne les rapports entre les Français et les Anglais ou bien le gouvernement.

Il est facile d'affirmer qu'il faut s'attendre à ces différences d'orientation, qui reflètent la diversité des milieux et des besoins des différents groupes en cause. Malheureusement, beaucoup en déduisent que la politique ne consiste pas seulement à compter les nez mais nécessite ce qu'ils aiment appeler le leadership. Autrement dit, les leaders d'une société savent mieux que les autres ce qu'il lui faut. Ainsi, quoi que puissent vouloir les travailleurs blancs des États-Unis et l'ensemble du public canadien, ils ne doivent pas l'obtenir à moins que leurs vœux correspondent à l'opinion de l'élite.

On entend plus souvent cet argument au Canada qu'aux États-Unis, semble-t-il, mais peu importe, selon moi, ce qui devrait ou ne devrait pas en être. Si les dirigeants d'une société conservent cette opinion très longtemps, ils ne trouveront plus de société à diriger.

Je ne suis pas venu à Ottawa pour me livrer à ces petits jeux saugrenus, monsieur l'Orateur, mais si c'est de cette façon qu'on entre dans le jeu, j'imagine qu'il nous faudra le jouer jusqu'au bout, si cruel soit-il. Les Canadiens tiennent le Parlement et les parlementaires en bien médiocre estime. Alors qu'ils se dirigent vers leur maison de campagne, font des projets de vacances et de voyages, les journaux leur annoncent que les parlementaires, qui siègent dans la chaleur étouffante de l'été outaouais, se chamaillent à qui mieux mieux, non pas au sujet d'une mesure législative importante, mais de quelque obscur article du Règlement, à peine compréhensible, un produit quelconque du

[M. Rose.]

gouvernement, destiné à limiter la durée des débats sur ceci ou cela à un moment quelconque de l'avenir. Nous voilà en train de gaspiller notre temps sur un débat qui n'a à peu près aucun sens pour la plupart des Canadiens. L'intelligence que Dieu a donnée à la plupart d'entre nous, nous l'utilisons à des bagatelles, comme la question du quorum et autres manœuvres factices, pour jeter le gouvernement dans l'embarras afin qu'il reprenne ses sens et renonce à son attitude stupide.

• (4.40 p.m.)

Une voix: Nous n'avons pas le choix.

M. Rose: Soit. Au cours du présent débat, tout ce qui importe vraiment a été dit dans les quatre au cinq premiers discours. Il faut juger de la valeur des discours des autres orateurs non d'après ce qu'ils ont dit, mais d'après le temps qu'ils ont mis à le dire. Tout discours de moins de 39 minutes dans ce débat est jugé médiocre. Quand le débat sur l'amendement prendra fin, nous nous mettrons tous à faire 39 discours sur la motion principale, uniquement pour prolonger cette guerre d'usure tant que cela craquera et que le bon sens reprendra le dessus. Les députés de l'opposition sont contraints de jouer aux écoliers rebelles, retenus après la classe par un directeur autoritaire, en l'occurrence le premier ministre (M. Trudeau), et son acolyte le traîneur de sabre, exécuteur des hautes œuvres le leader du gouvernement à la Chambre, *Mac the Knife* qui s'est laissé cerner dans un coin dont il ne pourra sortir qu'en perdant lamentablement la face, et en devenant évidemment l'objet du mépris légitime de tous les députés d'opposition, dont l'esprit de collaboration tire à sa fin et qui sont maintenant déterminés à aller jusqu'au bout, quoi qu'il arrive.

On a déjà dit, et je crois que cela peut être répété, que le gouvernement a bénéficié de la collaboration pleine et entière de l'opposition pendant toute la session. Ce n'est pas que nous ayons traité de questions très importantes ou nouvelles, cette année. Il est admis que le plus clair de notre temps a été consacré à liquider ce qui restait des mesures législatives du gouvernement Pearson. Les principaux bills, tels que celui sur les drogues, les modifications au Code criminel et le bill sur les langues avaient déjà pratiquement acquis leur forme définitive l'an dernier quand le gouvernement avait été mis en minorité puis aimablement dissous par le chef. A coup sûr, ces mesures peuvent être considérées comme importantes, mais par ailleurs qu'avons-nous de nouveau? Quelles nouvelles mesures le gouvernement a-t-il proposées cette année permettant de justifier la confiance que les